

PER : Moyen-Orient et Asie centrale, mai 2023

Principaux messages

- L'activité économique devrait ralentir en 2023, après une année 2022 marquée par la résilience de la croissance malgré des chocs mondiaux.
- La guerre menée par la Russie en Ukraine et la fragmentation géoéconomique sont d'importants facteurs d'incertitude.
- L'instabilité du secteur financier dans les pays avancés a amplifié les risques.
- Restaurer la stabilité des prix et préserver la viabilité de la dette sont les priorités de l'action publique.
- L'Assemblée annuelle 2023 de la Banque mondiale et du FMI, qui se tiendra à Marrakech, constituera un lieu d'échange de vaste portée sur les défis auxquels sont confrontés la région et le monde dans son ensemble.

La croissance économique a dépassé les attentes en 2022, malgré une série de chocs mondiaux.

- **La croissance réelle du PIB en 2022 a été révisée à la hausse** : la croissance de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (région MOAN) a été portée à 5,3 % (soit un relèvement de 0,3 point de pourcentage depuis octobre), en raison du dynamisme de la demande intérieure et du rebond de la production de pétrole, et celle de la région Caucase et Asie centrale (région CAC) a été revue à 4,8 % (soit un réajustement de 1,0 point de pourcentage depuis octobre), du fait des retombées de la guerre en Ukraine.
- **L'inflation s'est envolée en 2022**, atteignant 14,8 % dans la région MOAN et 13 % dans la région CAC, étant donné que la guerre en Ukraine a fait grimper les prix mondiaux des produits alimentaires et de l'énergie. L'inflation globale a décéléré au cours des derniers mois de 2022, mais l'inflation hors alimentation et énergie demeure élevée.
- **Les banques centrales du Moyen-Orient et d'Asie centrale (région MOAC) ont resserré leur politique monétaire** en réponse à la forte inflation et aux tensions sur les taux de change. Alors que l'orientation de la politique monétaire était suffisamment restrictive dans de nombreux pays au début de 2023, un tour de vis sera peut-être nécessaire pour stabiliser l'inflation en Égypte, au Pakistan et en Tunisie.
- **La situation des finances publiques s'avère hétérogène**. La plupart des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), des pays émergents de la région MOAN et des pays de la région CAC ont conservé une orientation prudente, mais certains pays exportateurs de pétrole de la région MOAN ont appliqué une politique budgétaire procyclique.

La croissance ralentira cette année et l'inflation persistera.

- Dans la **région MOAN**, la croissance devrait baisser à 3,1 % en 2023, avant de remonter à 3,4 % en 2024, sous l'effet conjugué des politiques restrictives visant à restaurer la stabilité macroéconomique, de la réduction de la production de pétrole décidée par l'OPEP+ et des retombées de la récente détérioration des conditions financières. L'inflation globale devrait se maintenir à 14,8 % puis refluer à 11 % environ en 2024.
- La croissance devrait également diminuer dans la **région CAC** en 2023 pour s'établir à 4,2 %, tandis que les retombées initiales de la guerre en Ukraine se dissipent, et se redresser légèrement en 2024. Quant à l'inflation, elle devrait décliner (en raison des effets différés du resserrement monétaire et de la détente des prix mondiaux des produits de base), mais elle continuera d'afficher un taux à deux chiffres (11,8 %) cette année avant de décroître à 8,5 % en 2024.

Les risques pesant sur les perspectives sont considérables et orientés à la baisse. L'instabilité du secteur

financier dans les pays avancés pourrait s'accroître, avec pour conséquences, une propagation des turbulences, une nouvelle dégradation des conditions de crédit, un ralentissement de la croissance mondiale, une amplification de la

volatilité des marchés financiers et une montée des inquiétudes concernant la viabilité de la dette dans de nombreux pays émergents et pays à revenu intermédiaire (PE&PRI). Un *durcissement plus important et plus durable que prévu des conditions financières mondiales* pourrait aussi amener les investisseurs à réévaluer la viabilité de la dette de certains pays et pousser les plus vulnérables au bord du surendettement. Ceci pourrait entraîner une fuite vers des placements refuges et des sorties de capital, ce qui accroîtrait les pressions baissières sur le taux de change et provoquerait des difficultés financières. Une *escalade de la guerre en Ukraine* pourrait engendrer une forte volatilité des marchés des produits de base, des pénuries, de nouvelles hausses des prix de l'énergie, de l'alimentation et des engrais, attisant les tensions inflationnistes déjà vives dans la région MOAC et exacerbant les risques de troubles sociaux.

Les arbitrages entre les différents objectifs de l'action publique demeurent difficiles et il sera essentiel de trouver le juste équilibre. Dans un environnement toujours incertain, les décideurs devraient garder comme cap la préservation de la stabilité macroéconomique en menant des politiques monétaires et budgétaires restrictives tout en restant attentifs aux risques d'instabilité financière. Dans le même temps, ils devraient accélérer les réformes structurelles de façon à stimuler la croissance potentielle et à renforcer la résilience, l'inclusion et les dispositifs de protection sociale.

Politique monétaire : mettre l'accent sur la restauration de la stabilité des prix. L'inflation semble avoir atteint un pic en 2022, mais elle demeure forte dans de nombreux pays. Alors que l'orientation restrictive de la politique monétaire continue d'avoir des effets différés, de nouveaux relèvements des taux directeurs dans les pays avancés pourraient entraîner des pressions baissières sur les taux de change. Dans un tel contexte, la politique monétaire devrait reposer sur les principes suivants :

- Les pays **où les tensions inflationnistes perdurent et où l'orientation monétaire est accommodante** devraient envisager de resserrer un peu plus la politique monétaire.
- Dans les pays **où l'inflation a déjà atteint un pic et où la politique monétaire est restrictive ou neutre**, les banques centrales devraient continuer de s'appuyer sur des données pour prendre leurs décisions et se garder d'assouplir trop tôt leur politique (avant que des signes clairs montrent que l'inflation hors alimentation et énergie est engagée sur une trajectoire descendante).

Stabilité financière : tenir soigneusement compte des risques. Alors que les difficultés financières mondiales se sont accentuées, les décideurs devraient suivre de près les vulnérabilités du système financier qui pourraient apparaître en cas de poursuite du durcissement monétaire. Les superviseurs bancaires devraient veiller à ce que les banques appliquent des politiques de gouvernance et de gestion des risques adaptées à leur profil de risque, notamment au moyen de tests de résistance sur les niveaux de fonds propres et de liquidité.

Politique budgétaire : préserver la viabilité de la dette, étoffer les marges de manœuvre et accompagner le resserrement monétaire. À court terme, et lorsqu'ils disposent de la latitude budgétaire nécessaire, les pays devraient donner la priorité aux aides ciblées et temporaires visant à protéger les tranches de la population les plus vulnérables des conséquences des prix toujours élevés de l'énergie et des produits alimentaires par la mise en place de transferts monétaires.

- Les **pays exportateurs de pétrole** devraient gérer prudemment leurs recettes pétrolières, se garder d'augmenter les dépenses courantes, améliorer la transparence du budget et renforcer les cadres budgétaires à moyen terme.
- Dans les **pays émergents**, la diminution de la dette devrait rester le pilier de l'assainissement des finances publiques et être étayée par la mobilisation des recettes et par la maîtrise des dépenses, parallèlement à un accroissement de la protection sociale.
- Dans les **pays à faible revenu** et les **pays fragiles ou touchés par un conflit**, le soutien de la communauté internationale et la coopération mondiale sont indispensables en raison du manque de marge de manœuvre budgétaire pour protéger les populations vulnérables.

L'engagement du FMI aux côtés des pays de la région est indéfectible. Depuis 2020, le FMI a engagé 29,7 milliards de dollars de nouveaux financements au bénéfice des pays de la région MOAC (notamment dans le cadre de programmes récents avec l'Arménie, l'Égypte, le Maroc et la Mauritanie) et alloué 49,3 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux pour accroître les avoirs de réserve de la région. Le FMI a aussi renforcé sa présence sur le terrain par le développement du réseau des bureaux de représentants résidents, l'ouverture ou la réouverture de centres régionaux d'assistance technique (Centre d'assistance technique au Moyen-Orient (METAC) et Centre régional de développement des capacités pour l'Asie centrale, le Caucase et la Mongolie (CCAMTAC) et l'inauguration d'un nouveau bureau régional à Riyad, qui consolidera son partenariat avec la région. La prochaine Assemblée annuelle du Groupe de la Banque mondiale et du FMI qui se tiendra à Marrakech à l'automne constituera également un lieu d'échange de vaste portée sur les défis auxquels sont confrontés la région et le monde dans son ensemble.